

tion du pays traversé par le chemin de fer; et lorsque, aux points terminaux océaniques du chemin, des lignes de paquebots lui apporteront les richesses et les produits de l'Asie et de l'Europe—qui dira que ce chemin ne sera pas une propriété de ce genre d'une valeur aussi considérable que celle de n'importe quelle autre sur ce continent?

La compagnie a déjà révolutionné les communications par chemin de fer dans l'est du Canada; elle a secoué les vieux ossements fossiles de l'ancien mode d'administration, et nous a donné le confort et les améliorations des temps modernes. Grâce à l'essor qu'elle a donné on est à préparer à Montréal les améliorations terminales nécessaires à l'expédition prompte et économique du grain—quelque chose qui n'a jamais été fait par le Grand-Tronc—amélioration dont l'absence a causé un déclin à ce commerce, qui a été détourné de la route du Saint-Laurent. Nous venons ainsi en aide à un chemin contrôlé par des Canadiens, exploité dans l'intérêt du développement et de la prospérité du Canada, un chemin qui prospérera à mesure que nous prospérerons et que nous développerons nos ressources. Il est vrai que le coût a été considérable et que les obligations que nous avons encourues représentent un montant élevé. Mais il est consolant de songer que notre nationalité n'aura pas été fondée au moyen de l'effusion du sang et que notre dette n'aura pas été créée par les ravages et la destruction qui résultent de la guerre. Elle a été fondée dans la paix et occasionnée par l'exécution de travaux publics nationaux qui ont excité l'admiration des deux continents et qui nous ont mis au rang des pouvoirs naissants. Dans les années à venir, lorsque sur les myriades de champs de blé aux épis ondoyants, les rayons d'automne jetteront leur splendeur dorée, lorsque la ville, le hameau et la ferme retentiront du bruit et du murmure d'un peuple joyeux et paisible, là où il n'y a maintenant que silence et solitude, alors le peuple de l'ancien Canada recueillera la récompense de son esprit public, de son esprit d'initiative, et alors on racontera non les exploits guerriers qui auront créé la dette nationale, mais comment chaque homme, depuis le pêcheur bronzé par le hale qui brave les dangers de la bourrasque sur l'Atlantique pour chercher la nourriture de sa femme et de ses enfants, jusqu'au cultivateur lo long des grands lacs qui abat les arbres et cultive le sol—a contribué pour sa part à procurer à ses enfants et à l'expatriés des autres climats un foyer paisible et heureux dans ces immenses prairies, et à planter solidement les jalons d'une grande nationalité.

M. CAMERON (Huron): J'ai écouté avec beaucoup d'attention les discours des deux membres du gouvernement et le discours d'un aspirant membre du gouvernement. Nous avons eu le discours du ministre faisant fonction de ministre des chemins de fer et le discours éloquent du secrétaire d'Etat hier, et ce soir nous avons eu l'adresse de l'honorable député de Richmond et Wolfe (M. Ives), qui a commencé avant le dîner en promettant de nous conter une histoire. L'honorable député a dit que c'était une plaisanterie. Je n'ai pas entendu la plaisanterie. La seule plaisanterie que j'ai vu là-dedans c'est que l'honorable député ait essayé de répondre à l'éloquent discours de l'honorable député de Durham-Ouest (M. Blake). Le plaidoyer qu'il a fait en faveur des résolutions soumises à la Chambre, résolutions qui ont pour but d'accorder à la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien \$5,000,000, plus une conversion de garantie et la perspective d'une subvention de \$250,000 par année pendant vingt ans au chemin de fer Intercolonial, ont été les immenses plaisanteries de la session; mais ce sont des plaisanteries qui n'ont pas été très goûtées par le peuple. Or, l'honorable député a fait ce soir ce qu'il a toujours fait en de semblables occasions. Une bonne partie de son discours a été consacrée à mon honorable ami de Durham-Ouest (M. Blake), et il a joué son ancien rôle qui consiste à accuser mon honorable ami d'avoir déprécié le Nord-Ouest et d'avoir on cela, dit-il, nuï aux opérations financières de la

M. IVES

compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien. L'honorable député nous a dit que mon honorable ami avait rapetissé les recottes du chemin de fer du Pacifique canadien. Où l'honorable député a-t-il pris ces renseignements? Il ne les a pas pris dans le discours de l'honorable député de Durham-Ouest, et je le défie maintenant de dire où il les a puisés. Lorsqu'il a fait cette déclaration au commencement de son discours, mon honorable ami l'a contredit et il s'est rétracté en partie. J'ai pardonné à l'honorable député, parce que cela faisait partie de sa péroraison et ne pouvait pas facilement être retranché, vu la manière dont l'honorable député, suivant on cela l'illustre exemple du secrétaire d'Etat, a prononcé la dernière partie de son discours.

Il a accusé l'honorable député de Durham-Ouest d'avoir exagéré le coût de la construction du chemin de fer. Mais il n'y a pas un homme ni dans le parlement ni au dehors qui puisse exagérer le coût de la construction du chemin de fer du Pacifique canadien; il n'est pas possible de le faire. Il a accusé l'honorable député de Durham-Ouest d'avoir par ses discours et sa manière d'agir, découragé l'immigration en ce pays; il a accusé l'honorable député de Durham-Ouest d'avoir déprécié les avantages offerts aux colons du Nord-Ouest, d'avoir porté jusqu'aux nues la politique adoptée par nos amis de l'autre côté de la frontière, et d'avoir vanté le Dakota et le Kansas. Encore une fois je défie l'honorable député de prouver ces assertions. C'est très facile aux honorables députés de répéter ces accusations d'une façon vague et générale en cette Chambre et en dehors; mais que l'honorable député entre dans les détails; qu'il nous dise en quelle occasion et en quel endroit l'honorable député de Durham-Ouest et les autres membres de l'opposition ont dit ou fait quelque chose tendant à déprécier la nature du sol ou le climat des Territoires du Nord-Ouest. J'ai lancé le même défi à l'honorable premier ministre l'autre soir, mais le défi n'a pas encore été relevé, bien que je remarque que le *Mail* d'hier dit que le défi sera accepté et que l'on y répondra. Je répète que si le Nord-Ouest a été calomnié, cela n'a pas été fait par le parti libéral, mais par le parti tory. Je ne connais pas le parti politique de la *Gazette* de Sherbrooke, mais je trouve dans ses colonnes l'extrait suivant:—

Comme M. Riley est allé sous le ciel du midi vous n'entendrez peut-être pas dire que les habitants du Nord-Ouest subissent l'hiver le plus rigoureux qu'ils aient eu de mémoire d'homme. Soixante degrés au-dessous de zéro ne sont rien ici cet hiver. Le bétail a beaucoup de misère, surtout le bétail nomade. Je crains que les trente-sept mille têtes appartenant au sénateur Cochrane et qui se trouvent à Hillhurst, sur la rivière au Ventre, ne soient fort réduites en nombre au printemps prochain.

Par qui pensez-vous que cette lettre soit signée? Elle est signée par M. G. C. Ives. Je ne le connais pas, mais on me dit que c'est un ami dévoué de l'honorable député de Richmond et Wolfe (M. Ives). Il publie dans un journal conservateur, qui est répandu dans tout le pays, ce qui ferait le plus de tort à la réputation et au crédit du pays que tout ce qui a été dit depuis dix ans pour tous les membres libéraux du parlement. Nous avons une confiance illimitée dans le progrès futur et le développement des territoires du Nord-Ouest; et nous croyons que ce progrès et cette prospérité commenceront dès que les honorables membres de la droite cesseront d'occuper les banquettes ministérielles. Nous croyons tellement au progrès et à la prospérité de cette région que tous ceux d'entre nous qui ont un dollar à placer le placent là. Les membres tories de cette Chambre placent-ils leur argent dans les territoires du Nord-Ouest? Le plaçant-ils sous le drapeau anglais?

Quelques DÉPUTÉS: Oui.

M. CAMERON (Huron): Non, monsieur; ils le placent dans le Dakota et le Kansas. Il n'y a pas très longtemps que j'ai reçu une circulaire qui m'a été envoyée et dans laquelle les membres conservateurs de la Chambre des Communes vantent dans les termes les plus enthousiastes le